

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mardi
8 février 1977

No 620

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

«Ordre» et «Autorité» contre les travailleurs DEFFERRE ANNONCE LA COULEUR

Gaston Defferre, le maire de Marseille, bien connu des travailleurs de cette ville comme un vieux routier de la politique réactionnaire camouflée sous l'étiquette de «socialiste», a participé dimanche soir au club de la presse d'Europe No 1. Les agences de presse officielles se sont contentées de rapporter parmi ses propos uniquement ceux portant sur les relations avec le PCF et Giscard d'Estaing.

Mais elles ont passé sous silence les déclarations du futur ministre, comme on l'appelle déjà, sur l'attitude qui serait celle de son gouvernement vis-à-vis des travailleurs.

Un journaliste a en effet posé en substance cette question à Defferre, qui, il faut le dire pour nos lecteurs non marseillais, est aussi un grand patron :

«Si les travailleurs de votre entreprise demandaient comme cela est prévu dans le Programme commun que celle-ci soit nationalisée, accepteriez-vous ?»

Silence gêné de Defferre qui finit par répondre : «Il est prévu que c'est le gouvernement qui décide ; les travailleurs proposent mais c'est le gouvernement qui décide. Et je peux vous dire que je suis partisan de l'ordre et de l'autorité, une autorité libérale mais un autorité».

Telles sont en substance les paroles du No 2 du Parti socialiste qui semble bien vouloir dès à présent mettre en garde les travailleurs ré-

CE QU'ILS VEULENT...



...ET CE QUI LES ATTEND



volutionnaires tout en continuant son baratin sur le progrès que représenterait l'«Union de la gauche».

En réalité, de telles déclarations associées aux leçons de l'Histoire permettent de mieux voir pourquoi l'Union de la gauche n'est pas un moindre mal, mais bien une solution de la grande bourgeoisie qui repose sur la tromperie et la division des travailleurs ; n'est-il pas facile d'imaginer ce qui se passerait en cas de gouvernement d'Union de la gauche ?

Sous prétexte de ne pas semer le «désordre», de ne pas favoriser la droite, un tel gouvernement oserait demander ce qu'aucun gouvernement de «droite» n'ose

demandeur, il oserait réprimer les aspirations révolutionnaires des masses comme aucun gouvernement de droite ne parvient à faire, et il aurait l'actif appui des directions syndicales qui, dès lors seraient purement et simplement des syndicats à la «polonaise».

Non le Programme commun ce n'est pas le pouvoir des travailleurs, c'est, sous des promesses démagogiques, une solution du grand capital pour freiner et tenter d'enrayer les luttes de classe du prolétariat.

(suite p.3)

Portugal

La lutte contre le social-fascisme dans le mouvement syndical

Nous rappelons hier comment depuis le renversement du gouvernement fasciste en avril 74, le mouvement syndical portugais fut rapidement chapeauté, encadré, financé directement par le PCP avec l'appui des gouvernements successifs dans lesquels il gagnait en influence. A tel point que la création de la seule confédération syndicale «Intersyndicale» fut créée par décret gouvernemental, qu'une armée de permanents, tous ou presque militants du PCP, fut mise en place ainsi que de multiples «stages» dans les pays révisionnistes, URSS en tête pour initier les militants à la pratique des syndicats «à la polonaise» et utiliser le mouvement syndical pour les intérêts de l'URSS impérialiste.

La modification
du rapport de force
et la préparation
du 2e Congrès

Le 1er congrès de l'Intersyndicale qui s'est tenu sans

bruit, sans préparation démocratique aucune, marquait en fait le début des difficultés sérieuses pour les révisionnistes. La chute du gouvernement Gonçalves en été 75, antipopulaire, social-fasciste dans ses méthodes, antinational, marquait un tournant dans la pratique et la politique des dirigeants de l'Intersyndicale.

Pendant de l'influence au sein de l'appareil d'Etat, de plus en plus isolés dans les masses, dans la classe ouvrière, les dirigeants de l'Intersyndicale effectuèrent un virage tactique à 100%. Alors que quelques mois auparavant, ils combattaient certaines grèves main dans la main avec le gouvernement, alors qu'ils approuvaient les décrets antigèves promulgués par leur dirigeant Cunha, ils se mirent subitement à critiquer ces mêmes décrets antigèves, à soutenir des mouvements qu'ils combattaient la veille.

(Suite p. 2)

LES ADIEUX DU CAMARADE TSING TAO Ambassadeur de la République populaire de Chine

Vendredi soir, l'ambassade de Chine à Paris, a été le siège d'une chaleureuse réception organisée à l'occasion du départ de son Excellence Tsing Tao. Ce camarade chinois a occupé les fonctions d'ambassadeur de son grand pays auprès de notre peuple pendant près de 4 années. Il avait tenu à saluer une dernière fois les nombreux amis dont il avait fait la connaissance en France.

Il était accompagné de son épouse. Parmi les très nombreux invités présents, on pouvait remarquer différentes personnalités de différents milieux politiques, intellectuels, culturels et artistiques.

M. Charles Bettelheim, Mme Hélène Marchisio, Régis Bergeron, Mme Brunhes Delamare et d'autres personnes représentaient l'Association des amitiés franco-chinoises.

Nos camarades Jacques Jurquet et Henri Jour représentaient notre journal.

Nous sommes persuadés que le camarade Tsing Tao poursuivra son activité, appelé à de nouvelles hautes fonctions et nous lui souhaitons le plus complet succès et la meilleure santé à l'occasion de son départ de France.

La tournée du vice-président américain en Europe

DES PROBLEMES EPINEUX POUR L'IMPERIALISME U.S.

Le nouveau vice-président américain Walter Mondale vient de terminer une tournée de popotes en Europe qui l'a conduit successivement en Belgique, en Allemagne de l'Ouest, en Italie, en Grande-Bretagne, en France et au Japon. Le fait que cette visite ait été pratiquement l'une des premières initiatives de politique étrangère de la nouvelle administration Carter témoigne à lui seul de l'importance décisive que le maintien de son influence en Europe revêt aux yeux de l'impérialisme américain, particulièrement dans cette période où son rival soviétique développe sans discontinuer sa pression militaire sur l'Europe occidentale.

De cette menace accentuée, du déséquilibre militaire constant qui se creuse en faveur de Moscou, la Maison Blanche est bien informée et tout semble prouver que le gouvernement américain s'en inquiète de plus en plus.

La menace soviétique grandit

C'est d'abord les récentes déclarations du nouveau directeur du conseil national de la sécurité à la Maison blanche, Brzezinski, qui vient de réfuter publiquement la fameuse « doctrine Sonnenfeld » qui reconnaissait officiellement la suzeraineté de Moscou sur l'ensemble des pays est-européens... y compris la Roumanie et la Yougoslavie.

C'est ensuite la décision rapide de Carter de recommander, à l'encontre de toutes ses promesses électorales, une substantielle augmentation du budget de la Défense américaine pour l'année fiscale 1977-78, comportant un accroissement de 12,5 % des dépenses militaires soit 112,3 milliards de dollars US. Ce qui n'est pas une paille pour un budget qui, dans le cadre de la crise économique qui secoue l'empire du dollar, cherche à rogner sur toutes les dépenses improductives. Mais le département US de la Défense a quelque peu forcé la main du nouveau président en révélant, en décembre dernier, que l'URSS était sur le point de s'assurer une supériorité militaire globale sur les USA.

Les dépenses militaires soviétiques pour 1976 ont été, en effet, de 35 % supérieures à celles des USA et les dépenses consacrées par Moscou aux forces stratégiques étaient 3,5 fois celles des USA.

Un double objectif : rassurer et exiger

Les pays européens, directement situés dans la mire de l'arsenal soviétique qui s'accumule à leurs frontières,

ne manquent pas de s'inquiéter de plus en plus nettement de la situation ainsi créée en Europe occidentale et des intentions américaines sur cette question.

L'un des premiers objectifs de la visite de Mondale était donc de les rassurer sur la puissance américaine et son engagement en Europe. A la veille de son départ, Carter déclarait : « L'un des objectifs principaux de la mission de Mondale va être d'apporter aux alliés des USA des assurances sur notre force et nos objectifs ainsi que notre détermination à respecter les obligations que nous avons ».

Mais il entend en même temps demeurer le maître du jeu des relations de l'Ouest avec l'Est en poursuivant la politique de marchandages avec l'URSS développée par Kissinger : négociations SALT, approfondissement des accords d'Helsinki, ventes de céréales, association de capitaux américains à la mise en valeur des énormes richesses de la Sibérie, etc.

Mais, tout en « rassurant » sur l'intérêt maintenu que les USA portent à l'Europe, Mondale n'en a pas moins précisé que rien n'est gratuit de la part de la superpuissance américaine et qu'en échange d'une protection militaire US, il convenait que l'Europe se montre un peu plus docile aux exigences économiques de Washington.

C'est là également une constante de la politique américaine à l'égard de l'Europe : monnayer son engagement militaire en faisant passer les pays européens dont la sécurité est de plus en plus menacée par l'URSS, sous ses fourchettes caudines en matière économique.

La visite de Mondale s'inscrit en effet dans un contexte de crise économique qui sévit, à des degrés divers, dans les pays capitalistes occidentaux, et aussi des contradictions de plus en plus aiguës qui s'affirment entre eux dans

ce domaine.

Mondale apportait dans sa serviette le projet de convocation d'un sommet économique qui devrait regrouper en mai les USA, l'Europe et le Japon. Son objectif est clair : resserrer les rangs, quelque peu égaillés, des pays européens sous la houlette de Washington, face aux revendications croissantes du tiers monde pour un nouvel ordre économique international, fondé sur une plus juste répartition des richesses de la planète. Ce n'est pas la première tentative en ce sens, la création de l'Agence internationale de l'énergie, destinée à faire pièce à l'OPEP, étant parmi les plus spectaculaires du genre.

Des grincements dans l'alliance

L'année qui a commencé va en effet être marquée à nouveau par de vigoureuses revendications économiques du tiers monde qui a obtenu une session extraordinaire

des Nations unies, destinée à examiner les résultats de la « conférence Nord-Sud ». L'impérialisme US en crise est bien résolu à ne pas relâcher son étreinte sur les richesses du tiers monde qu'il pille sans vergogne et à grande échelle, comme son rival soviétique. Les pays industrialisés européens, eux, qui souffrent aussi de la domination économique européenne américaine, sont plus disposés à trouver un terrain de compromis avec le tiers monde.

C'est ce qui explique que tout n'ait pas été pour le mieux dans les entretiens que Mondale a eu avec les dirigeants des pays capitalistes européens. Plus ferme que Giscard sur ce point, le chancelier allemand a fait la sourde oreille aux revendications US de le voir rompre le contrat nucléaire passé avec le Brésil. Giscard a refusé d'admettre que le sommet économique occidental puisse discuter aussi de questions politiques. Le Japon s'est plaint du déséquilibre de ses rapports commerciaux avec les USA.

Les plans de la fameuse « commission trilatérale » qui regroupe les chefs de file des grands monopoles qui se dessinent derrière Carter, visant à une attitude « coordonnée et ferme » des pays occidentaux face au tiers monde, ne semblent donc pas prêts de réussir.

La lutte contre le social-fascisme dans le mouvement syndical portugais

(suite de la p. une)

Le meilleur exemple de cette politique à double face c'est la grève des ouvriers du bâtiment, commencée plusieurs mois avant la chute du gouvernement Gonçalves et dénoncée comme nuisible pour le redressement économique par le PCP et l'Intersyndicale. Elle fut soutenue et même en partie détournée de ses objectifs une fois le gouvernement Soares mis en place.

Dans le but de regagner de l'influence dans les masses afin de s'en servir pour rivaliser avec les autres partis bourgeois, et notamment le PS, les dirigeants de l'Intersyndicale, sous la coupe

du PCP, changeaient de tactique mais sans pour autant changer de nature.

Quand ils combattaient les grèves ou font mine depuis de les « soutenir », il s'agit toujours de la même politique anti-ouvrière et bourgeoise au fond.

Mais dans le mouvement syndical, ces quelques expériences ont permis aux éléments les plus conscients et aux masses d'apprécier la véritable nature des dirigeants de l'Inter et d'engager la lutte à différents niveaux pour combattre leur influence et les démasquer.

(A suivre)

Ethiopie

Tentative de coup d'Etat réprimée

Une nouvelle convulsion vient de secouer l'Éthiopie, à la suite de laquelle 7 membres du « DERG », accusés d'avoir fomenté un coup d'état contre-révolutionnaire, ont été tués au cours des brèves mais violentes fusillades qui ont eu lieu dans la capitale jeudi dernier ; parmi eux figure l'ex-chef de l'État, le général Teferi Bante.

Le dirigeant du DERG, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, a appelé dès vendredi les progressistes éthiopiens à s'unir pour la défense de la Révolution éthiopienne.

Prenant la parole devant plusieurs dizaines de milliers de personnes massées sur la place centrale d'Addis Abeba, il a évoqué le problème de l'Érythrée, en soulignant qu'il n'était pas seulement de caractère nationaliste, mais aussi attisé par les réactionnaires de l'extérieur comme de l'intérieur qui craignent l'orientation antiféodale et anti-impérialiste de la République éthiopienne. De nombreuses manifestations de soutien au régime s'organisent ces jours-ci en divers points du pays.

Palestine occupée

Manifestation pour la libération des prisonniers politiques

Les lycéens de Naplouse, sur la rive ouest du Jourdain occupée par Israël, ont manifesté ces jours-ci pour exiger la libération des patriotes arabes et palestiniens emprisonnés par les autorités sionistes.

Les manifestants ont distribué de nombreux tracts appelant les étudiants à persévérer dans la lutte jusqu'à ce que les autorités sionistes cèdent.

Dans diverses prisons israéliennes, plus de 500 Arabes et Palestiniens détenus poursuivent une grève de la faim pour dénoncer les traitements dont ils sont victimes.

Cette lutte devient de plus en plus populaire en Palestine occupée. L'Association des avocats palestiniens, des personnalités arabes de la rive ouest du Jourdain, des familles de prisonniers, multiplient les actions et les démarches pour faire entendre partout la voix des détenus et exiger leur libération.

Manifestation à Djibouti

Sous prétexte de « risques d'affrontements ethniques », près de 1 000 soldats et gendarmes français ont investi depuis quelques jours la bourgade de Tadjourah, au Nord de Djibouti. Vendredi, près d'un millier de manifestants se sont affrontés aux forces de répression. Au cours de ces affrontements, signalent les dépêches d'agence de presse, un gendarme a été grièvement blessé.

Mais les mêmes dépêches ne disent pas combien de patriotes afars et issas ont été blessés, arrêtés ou tués au cours de cette manifestation comme de toutes celles qui se déroulent régulièrement à Djibouti en faveur de l'indépendance immédiate et totale de cette région. Pas plus qu'elles ne mentionnent le nombre de prisonniers politiques ou de patriotes régulièrement déportés par l'impérialisme français.

ABONNEZ VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTÉRATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

nouvelles intérieures

Elections municipales à Orléans (4)

ET LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Depuis septembre 1975, les grèves se sont succédées à un rythme jamais vu. Il y a eu Orléans, St-Gobain, Thermor, Malichaud, EDF Sitti 3, Granger, Adrex, TEC, Substantia, Rivierre, Casalis, Quelle, en tout une trentaine de conflits, certains durs, d'autres bradés par les bonzes révisionnistes.

Face à la crise capitaliste, la classe ouvrière d'Orléans et de la région s'est levée en masse. Les conflits marquants ont été Orléans en octobre 75, Saint-Gobain en novembre 75, Thermor en février 76, Malichaud en mai 76. Ces luttes où les marxistes-léninistes ont joué un grand rôle ont suscité un grand enthousiasme dans la classe ouvrière, à meilleure preuve les collectes. Songez que pour Malichaud, les ouvriers de Thermor ont donné plus de 1 200 F, ce qui ne s'était jamais vu.

A chaque fois il y a eu des manifestations dans la rue, des dizaines de motions de solidarité, des visites aux piquets de grève.

A chaque fois, d'une manière ou d'une autre, ouvertement ou dans l'ombre, les bonzes révisionnistes ont tout fait pour saboter ces grèves, ce qui n'est pas pour rien dans leur recul électoral.

Les marxistes-léninistes

A chaque conflit, à chaque lutte, les marxistes-léninistes ont été présents. Ils ont suscité de nombreux débats sur les comités de grève, les collectes de solidarité, les augmentations uniformes, le soutien.

Dans la situation présente, caractérisée par l'application du plan Barre, par la proximité des élections municipales et législatives, les marxistes-léninistes sont à l'offensive. Déjà de nombreux tracts ont été diffusés, tant sur la ville que sur les entreprises.

Voici ce que dit le Comité de parti Pierre Georges (colonel Fabien) de la section d'Orléans du PCMLF dans un tract diffusé le 24 janvier à l'occasion de la venue de Raymond Barre :

«Barre, c'est le capitalisme. Tant que nous ne briserons pas le système capitaliste, il y aura toujours des Giscard, des Barre ou Chirac ou Ponia ; tant que nous ne briserons pas le système ca-

pitaliste, il y aura toujours l'exploitation des travailleurs par une minorité, l'oppression quotidienne au travail et dans le quartier, la répression dès qu'on ose se révolter et lutter ; tant qu'on n'aura pas brisé ce système capitaliste, il y aura toujours des crises, de l'inflation, du chômage.

A bas le capitalisme !

Nous voulons le socialisme, garanti par la dictature du prolétariat ! (...)

«Barre, c'est le piège des élections. Giscard, Barre et les autres ont peur des travailleurs. Ils savent que les travailleurs en ont assez de l'exploitation, du chômage et de la vie chère. Tous ces bourgeois tremblent à la vue du drapeau rouge et à l'idée de la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi ils organisent le grand cirque électoral. Ils veulent détourner la classe ouvrière et le peuple travailleur de la lutte de classe, de l'action révolutionnaire de masse. Ils veulent nous emmener sur un terrain où ils sont et ont toujours été les plus forts : le terrain des élections.

Union, action, n'attendons rien des élections !

Une seule voie : l'action révolutionnaire des masses !

Une seule solution : la révolution prolétarienne !

Mais dénoncer Barre ne suffit pas, il faut aussi dénoncer le Programme commun et voici ce qu'en dit le tract :

«Le Programme commun c'est un plan visant à tromper les travailleurs pour mieux sauvegarder le capitalisme. "Vous n'avez rien à perdre avec le Programme commun" a dit Mitterrand à 500 patrons lors d'une réunion. Marchais n'a pas démenti. Si les patrons n'ont rien à perdre avec le Programme commun, c'est que les travailleurs n'ont rien à y gagner !

Ni plan Barre, ni Programme commun !

Ni majorité, ni Union de la gauche !

Et le tract conclut par cet appel :

«Dès aujourd'hui, il faut se battre, s'unir, s'organiser.

Pour cela, camarade, rejoins ton parti, recréé en 1967, le PCMLF.»

Mitterrand confirme que le PS tient la dragée haute au PCF

Si des listes d'union ont été constituées par la prétendue «gauche» dans environ cent soixante dix des deux cent vingt et une villes de plus de trente mille habitants, il n'en reste pas moins que dans de nombreux cas, le Parti socialiste a tenu à montrer qu'il tenait la dragée haute au PCF. Car le parti de Mitterrand et de Defferre a besoin de démontrer dès à présent qu'il est capable de gouverner avec des représentants de la clique Marchais tout en tenant fermement la laisse passée à leur cou.

Or, l'accord passé en 1976 par les trois formations de l'«Union de la gauche» stipule que la tête de liste et la candidature au poste de 1er adjoint reviennent au parti qui a obtenu la meilleure moyenne aux élections intervenues depuis la signature du Programme commun en juin 1972. L'application intégrale de cet accord permettrait à la direction du PCF d'entrer dans deux mille cinq cent municipalités et de doubler le nombre de ses sénateurs.

Or, les affaires de Marseille, Aix, Nice montrent que le PS ne paye pas tou-

jours en espèces sonnantes et trébuchantes les serviles besognes de racolage du PCF. C'est ainsi que Mitterrand a justifié les choses. Il a déclaré à Dreux qu'«il restait moins de 40 villes sur les 221 qui comptent plus de 30 000 habitants dans lesquelles une liste d'Union de la gauche n'avait pas encore été réalisée». Et le premier secrétaire du Parti socialiste a ajouté : «L'accord passé le 28 juin dernier ne spécifie pas que l'union doit être réalisée dans toutes les communes de France, comme l'affirme le Parti communiste. Il l'avait certes réclamé, mais nous n'avons pas souscrit à cette demande. Nous avons seulement dit oui à la recherche du meilleur accord possible sur la base des résultats des élections antérieures. Par ailleurs, nous sommes intransigeants sur un point : la solidarité de gestion. Il faudra que tous les partenaires d'une liste s'engagent à voter le budget des communes qu'ils entendent gérer.»

Autrement dit, c'est le PS qui commande et les représentants du PCF doivent se tenir «à carreau» et promettre d'être des partenaires dociles.

Note de lecture

«URBANISATION CAPITALISTE ET POUVOIR LOCAL»

«révolutionnaire», voire même «révolutionnaire». Les auteurs démontrent en effet que les municipalités sont et ne peuvent être qu'un simple instrument au service exclusif de la dictature des monopoles.

L'exemple de l'implantation du centre commercial Alma illustre bien. Le maire Fréville qui ne voulait pas déplaire aux commerçants du centre-ville (qui formaient sa base sociale et électorale) était décidé à s'opposer à l'implantation de l'hypermarché. Qu'à cela ne tienne ! Nous sommes dans une société où les monopoles font ce qu'ils veulent. Et pour l'hypermarché, les profits restaient les mêmes en s'implantant sur une petite commune très près de Rennes. Risquant de perdre ainsi la patente, le maire dut céder aux exigences du grand capital.

La municipalité de Rennes est «de droite». Et il est très dommage qu'une telle analyse n'ait pas été faite pour une municipalité de

gauche. Les auteurs eux-mêmes semblent d'ailleurs en être convaincus et ils le disent dans une petite annexe très intéressante. Après avoir signalé que les municipalités PCF jouent nécessairement comme les autres le même rôle d'instrument de la dictature des monopoles, ils ajoutent :

«Ensuite, leur initiative particulière (aux municipalités PCF) va généralement dans le sens du développement des logements sociaux et des équipements collectifs. Cette politique n'est pas en fait contradictoire avec les intérêts du capital monopoliste dans son ensemble. Elle est en effet la condition d'une main-d'œuvre reproduite à meilleur marché et plus efficacement, donc plus disponible pour la production et à un prix plus bas.

«Et nous posons la question : le projet du PCF n'est-il pas en fait, de porter à une nouvelle étape histori-

que le rôle de l'instance communale ?

«Nous l'avons vu, cette dernière est déjà passée du rôle de simple gestionnaire des intérêts locaux à celui d'organisateur de la pénétration des monopoles et de réformateur de la société locale suivant les intérêts de ces derniers.

«Le projet du PCF n'est-il pas en effet d'aller plus loin dans ce rôle organisateur, notamment en ce qui concerne la reproduction de la force de travail, intégrant ainsi de plus en plus le fonctionnement de la ville à la rentabilité de l'entreprise et aux exigences d'un capitalisme monopoliste d'Etat renforcé ?»

«Urbanisation capitaliste et pouvoir local» de A. Huet, J.C. Kaufmann, M. Laigneau, R. Peron et A. Sauvage - Editions Delarge - Collection Citoyens.

Ce livre est en vente à la librairie «Les Herbes sauvages», 70, rue de Belleville, 75020 Paris.

Defferre annonce la couleur

Suite de la p. 1

D'ailleurs au Portugal, on l'a vu, seul Cunhal, lorsqu'il était ministre du Travail osa promulguer des lois antigèves et pousser à l'arrestation de révolutionnaires ouvriers. Les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers sont plus «efficaces» que la bourgeoisie elle-même : ils trouvent toujours un tas d'arguments pour attaquer les ouvriers au profit des patrons.

Voilà pourquoi combattre le «Programme commun» est important dès aujourd'hui, voilà pourquoi un Defferre nous rend un grand service en annonçant la couleur... en promettant en quelque sorte d'appliquer aux travailleurs de toute la France des méthodes qu'il a mis à l'honneur à Marseille en envoyant contre les grévistes l'armée pour faire plier les éboueurs engagés dans une juste lutte. Pour la classe ouvrière, quelle différence entre l'armée envoyée par un gouvernement de droite et la même armée envoyée par un gouvernement de «gauche» ? Aucune, si ce n'est que des illusions existant sur le second constituant un frein et obstacle dans la lutte solidaire de tous les travailleurs.

Barre indésirable

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur colère samedi matin à Clermont-Ferrand alors que Barre qui a donné son nom au plan antipopulaire et anti-ouvrier en cours d'application clôturait les «journées des éleveurs du Massif central».



TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

1 mois (22 No) ... 32 F
3 mois (66 No) ... 95 F
6 mois (132 No) ... 190 F
Soutien ... 300 F

Pli fermé

1 mois (22 No) ... 70 F
3 mois (66 No) ... 210 F
6 mois (132 No) ... 400 F
Soutien ... 500 F

CCP :

L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 - La Source



Encore à propos des récentes journées d'action

Après la «journée d'action» de la Fonction publique (27 janvier), nos correspondants nous font encore parvenir divers témoignages et résolutions de sections syndicales qui confirment à la fois la volonté de lutte et le rejet de ce type de journées sous plusieurs aspects dont nous faisons état avant et après leur déclenchement.

En voici quelques exemples (extraits de résolutions de sections).

SECTION SYGMA-CFDT DU CTGREF DE GRENOBLE

«La section syndicale SYGMA-CFDT de Grenoble (ministère de l'Agriculture) a décidé, à une très large majorité, de ne pas s'associer au mouvement de grève déclenché par les organisations syndicales pour le jeudi 27 janvier.

La section syndicale se félicite que de plus en plus de travailleurs rejettent le plan d'austérité du gouvernement (plan Barre) et manifestent leur mécontentement à son égard, ce qui a rendu possible l'établissement d'un large front inter-syndical (...)

Ceci étant dit, la section syndicale CFDT du CTGREF de Grenoble estime d'une efficacité extrêmement douteuse le type d'action exposé (c'est-à-dire : journée de 24 heures, avec l'éternelle manifestation à 10 heures). Vu l'ampleur des problèmes actuels, en particulier concernant le pouvoir d'achat des travailleurs, il apparaît inefficace de baser une stratégie syndicale sur une succession de journées d'action de 24 heures, chaque secteur ayant sa journée. Ce type d'action, loin de mobiliser les travailleurs, renforce leur apathie.

Notre refus de nous associer à cette journée d'action ne signifie donc en aucune façon un isolement sur nos problèmes spécifiques du CTGREF, ni un manque de solidarité par rapport aux autres travailleurs de la Fonction publique (comme certains ne manqueraient pas de le dire). C'est au contraire le souci d'une véritable efficacité syndicale qui nous pousse à ne pas participer à cette cérémonie rituelle.»

SECTION SGEN-CFDT DU CES PABLO PICASSO (MONTARGIS)

Cette section, également bien réticente, a toutefois participé à la journée. Beaucoup de participants l'ont été sans aucun doute dans de semblables conditions :

«(...) En ce qui concerne le mouvement dans son ensemble, ce n'est pas une

«grève» de 24 heures qui fera reculer le pouvoir.

Nous en dénonçons l'aspect ponctuel, inefficace et démobilisateur à long terme par son absence de perspectives. Il est illusoire de croire que négocier avec Barre dans de telles conditions puisse apporter une amélioration notable du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés.

Nous nous opposons également au blocage des luttes

des élèves, etc.) (...)

Tout en se déclarant par contre prête à s'associer à une action susceptible de créer un véritable rapport de force, en utilisant d'authentiques moyens de pression la résolution note que le pouvoir sait «que les grandes centrales syndicales, manipulées par les partis politiques en proie au vertige «droitier» de l'électoratisme, à deux mois des municipales, répugneront à engager des



dans l'attente des échéances électorales.

Seule une action de masse décidée et prise en main par la base peut créer un rapport de force susceptible de faire céder les défenseurs du capital.»

SECTION SGEN-CFDT DU CES ROBERT SCHUMANN D'AMILLY (LOIRET)

Cette section qui n'a pas participé à la grève, avance d'autres arguments :

«Cette grève n'aura pour effet immédiat que de faire économiser sept à dix milliards de centimes sur le traitement des grévistes, et sans aucun résultat.

Ce genre d'action, forcément voué à l'échec dans la conjoncture actuelle, aura en outre de graves conséquences : elle ne sert, en effet, qu'à démobiliser, décourager et lasser les personnels enseignants, qui auront besoin de toute leur énergie de toute leur combativité pour lutter contre les menaces plus graves et surtout plus directes contenues dans la réforme Haby (fin des dédoublements, effectifs de 24 à 32, suppressions réelles d'heures dans certaines matières, démagogie à l'égard

actions dures, donc impopulaires, même à l'aide des seuls travailleurs assurés d'une relative sécurité de l'emploi, ceux de la Fonction publique.

Le pouvoir nous invite, donc à faire grève le 27 janvier par la voix de son

premier ministre :

«Le droit de grève existe, qu'ils l'exercent !» (R. Barre).

Ce n'est pas un arrêt symbolique de 24 heures, ni un défilé de deux millions de personnes qui les gêneront !

Nous n'avons pas à suivre un mot d'ordre de grève lancé par Matignon.»

SECTION SGEN-CFDT CES JEAN MOULIN (ST-NAZAIRE)

Nous avons donné le point de vue de cette section avant la journée. Après avoir indiqué que la majorité des adhérents n'ont pas participé à la grève, comme elle en avait pris la résolution, la section note :

«Nous avons l'impression que, par ce type de grève, on n'utilise en fait les travailleurs que comme force d'appoint dans une bataille préélectorale où certains partis se servent des syndicats pour gagner des voix parmi les travailleurs tout en évitant les mouvements de trop grande ampleur qui pourraient effrayer le reste de l'électorat.

Notre rôle n'est pas de contribuer à remplacer une équipe gouvernementale par une autre, même de «gauche», qui ne remettra pas en cause l'exploitation capitaliste mais se contentera de gérer la crise.

Notre rôle est de faire aboutir nos justes revendications par des actions efficaces engageant la majorité des travailleurs.»

Beauvais — DBA Lockheed

La justice bourgeoise recule

A Beauvais, le vendredi 4 février, la justice des patrons voulait condamner 4 délégués syndicaux CFDT de l'usine DBA-Lockheed.

Au mois de mai 75, ils avaient refoulé de l'usine Leroux, huissier bien connu pour être le lèche-bottes de la direction. Plus de 1 500 travailleurs de Lockheed et des autres usines de Beauvais sont venus accompagner les délégués et assister à la mascarade qui sert de justice aux capitalistes.

Les bourgeois avaient peur des réactions des ouvriers face à ce cirque, témoin les dizaines de cars de

CRS stationnés à proximité. Comme par hasard, les micros de la salle d'audience ne marchaient pas, les juges-bidons espéraient ainsi débiter leurs boniments tranquillement mais chez les ouvriers des cris fusèrent «c'est la justice des patrons, pas la notre» et pour le juge «c'est celui de la direction».

Face à cette mobilisation massive, la justice bourgeoise a eu peur, elle ne rendra son jugement que fin mars. Les ouvriers de Beauvais sauront se montrer vigilants jusque là.

A bas la justice bourgeoise ! Correspondant HR Beauvais



GREVE A LA POWDRERIE DE PONT-DE-BUIS (FINISTERE)

Quatre cent des cinq cent trente cinq employés de la poudrerie de Pont-de-Buis (Finistère) ont cessé le travail pour protester contre la remise en cause de leurs droits statutaires.

GREVE RECONDUITE JUSQU'A MARDI A RADIO-FRANCE

Le Syndicat français des artistes interprètes-CGT (SFA) et l'USDA (autonome) ont décidé dimanche de reconduire la grève à la radio jusqu'à mardi neuf à minuit et de convoquer une assemblée générale pour ce même jour.

Après le vote samedi par l'assemblée statutaire du SFA de la reconduction jusqu'au 13 février de la grève à la télévision, ce syndicat et l'USDA annoncent dimanche la convocation de leurs assemblées générales mardi 9 février à 14 h 30 pour faire le point des négociations à Radio-France. L'assemblée du SFA, précise le communiqué de ce syndicat, se tiendra au théâtre de l'Œuvre.

OCCUPATION A L'ENTREPRISE GENERALE DE MECANIQUE DE L'OUEST

Les 15 salariés de l'entreprise générale de mécanique de l'ouest de Brest, qui observent une grève depuis lundi dernier, ont décidé ce week-end d'occuper les locaux de l'établissement. Par cette action, ils souhaitent faire aboutir des revendications d'ordre salarial. Les 45 employés de l'usine de Lorient (Morbihan) ont également cessé le travail depuis le début de la semaine.

HUIT PERSONNES CONTAMINÉES A L'USINE DE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES IRRADIÉS DE LA HAGUE

A l'usine de retraitement des combustibles irradiés de La Hague, 8 personnes ont été contaminées par des vapeurs d'oxyde de plutonium.

Vendredi matin, au cours d'une opération de conditionnement d'oxyde de plutonium, les 8 personnes qui travaillaient dans un atelier, 5 agents du centre et 3 contrôleurs de l'Euratom (1 Italien, 1 Anglais, et 1 Belge) ont inhalé des vapeurs. Elles ont été mises immédiatement sous surveillance médicale.

A la suite de cette contamination, la section CFDT du Centre dénonce, samedi, dans un communiqué «l'insuffisance des études et des réalisations de confinement de la contamination face à une administration pour qui tout va toujours très bien.

La manipulation du plutonium, ajoute la section CFDT, entre autres, est dangereuse et on ne peut faire dépendre la santé des travailleurs d'improvisations plus ou moins fantaisistes ou d'opérations mal préparées et mal programmées.»

L'Humanité Rouge

A PROPOS DES MANŒUVRES DE DIVISION DANS LA CFDT

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.



la France des luttes

Des luttes à Annecy

Nous avons reçu un bulletin de cellule du PCMLF d'Annecy dont nous extrayons deux articles sur des luttes locales.

Au nom du plan Barre...

Connaissez-vous la situation des élèves-infirmières ? Si c'est le cas, vous ne pouvez que constater qu'elles sont victimes d'une exploitation éhontée : plus de 2 000 heures de stage rémunérées à ... 74 centimes de l'heure et aucun statut (donc juridiquement aucun droit), voilà qui se passe de commentaire !

A la suite d'un mouvement revendicatif, la direction de l'hôpital d'Annecy avait lâché un peu de lest en accordant 300 F de plus pour les stages de fin de formation (stages dits de 6e période). Or, aucune élève-infirmière n'a touché cette somme promise par le directeur qui, comme chacun sait, est un éminent homme de gauche.

Renseignements pris, une circulaire émanant du ministère de la Santé lui conseillait de ne pas céder d'un pouce aux revendications des stagiaires, «au nom du plan Barre» ! Inutile de dire qu'il s'est alors empressé d'obéir aux ordres du gouvernement... «oubliant» du même coup de prévenir les élèves-infirmières qu'il avait piteusement retourné sa veste de peur d'être mal noté par ses supérieurs ; «loyalisme» et avancement obligeant !

La direction de l'école d'infirmières, quant à elle, s'en alla trouver les stagiaires pour leur parler de... Ségué et de Maire. Était-ce pour leur conseiller de se syndiquer pour mener une lutte offensive ? Bien sûr que non ! Ce fut pour leur dire : «Vous avez des revendications ? D'accord, mais est-ce réaliste dans la période actuelle ? Vous savez que le directeur de l'hôpital a reçu une circulaire lui demandant de ne pas céder aux revendications. Barre est inflexible ! Ne vous hasardez donc pas à faire grève car celle-ci serait vouée à l'échec. Ce n'est pas seulement mon opinion, c'est également celle de Ségué et de Maire. Vous en avez entendu parler ? Ce ne sont pas des enfants de chœur ! Or, c'est eux qui disent que «l'heure n'est pas à l'offensive» et que «les grèves illimitées sont illusoire». Alors ne soyez pas «plus royalistes que le roi».

Refuser d'accorder satisfaction aux revendications «au nom du plan Barre» est désormais classique mais justifier ce refus par les conseils des partisans du Programme commun (Ségué est membre du PC et Maire du PS), voilà qui n'est pas banal ! Cela en

dit long sur cette fausse gauche qui passe son temps à saboter les luttes soit directement (ex : le PCF contre les Lip) soit indirectement en semant parmi les travailleurs des propos défaitistes qui servent à 100 % les patrons.

Il faut :

— Continuer l'action pour obtenir le SMIC pour tous et pour toute la durée de la formation, sauf pour les stages de 6e période où ce salaire doit être porté à 2 000 F. Assurer le maintien des avantages acquis pour les promotions professionnelles plus sociales, exiger

dans le même temps le statut de travailleurs en formation de la santé.

— Remettre en cause ce régime qui tue et mutilé pour des raisons de profit (un blessé toutes les 7 secondes dû à un accident de travail) : le régime capitaliste.

Aussedat-Rey

NON AU CHANTAGE ! NON A TOUT LICENCIEMENT !

La direction de l'usine de Cran, du groupe Aussedat-Rey vient d'annoncer 113 licenciements. Sur un chiffre d'affaires de près de 1 milliard, on voudrait nous faire croire qu'une perte de 10 millions en 1976 motiverait cette décision !

Pour désarmer les travailleurs, aucun nom n'a été donné. Ainsi chacun se demande s'il sera ou non dans la charrette ! Dans le même temps, la direction vient d'annoncer qu'un investissement de 5 millions de francs sur deux ans (77 et 78) sera réalisé dans l'usine de Cran.

Ainsi, d'un côté, on licencie les travailleurs et d'un autre on met en place de nouvelles machines qui vont augmenter la productivité et... réaliser autant de profit !

Voilà bien le vrai visage du capitalisme pour qui l'homme est le capital le moins précieux !

Les dirigeants du PCF font mine de s'insurger contre les restructurations

capitalistes, œuvres de chômage, et y vont de leurs lamentations sur «l'intérêt national». Ils expliquent même que la «crise du papier» serait due à la confection de revues et périodiques à l'étranger.

N'est-ce pas une curieuse explication de leur art quand on sait que le PCF emploie exactement les mêmes méthodes que des patrons du genre Amaury (ex : les Éditions sociales font imprimer certains de leurs livres à l'étranger, notamment en RDA).

Les travailleurs d'Aussedat-Rey apprécieront !

La lutte contre les licenciements est l'affaire de tous les travailleurs, et pas seulement de ceux qui sont directement menacés ! Les tolérer, c'est laisser le patronat faire payer la crise aux travailleurs. Voilà pourquoi il faut dire : Non à tout licenciement ! On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

Hôpital de Bellevue (Saint-Etienne)

NOUVELLE ATTAQUE DE LA DIRECTION, RIPOSTE DES INFIRMIERES

A l'hôpital de Bellevue, la crise et la restriction du budget se sont encore manifestées mais sous une autre forme. Un lundi, arrive un compte-rendu de réunion de surveillantes stipulant que les infirmières devraient assurer un nouveau poste le dimanche dans le cadre de la soi-disant humanisation des hôpitaux.

Pour l'instant, il y a en moyenne dans les effectifs dans les services où les soins ne sont pas satisfaisants et où les conditions de travail sont trop dures. Certaines infirmières, présentant un point de vue catégoriel, disent que ce poste supplémentaire devrait être attribué aux aides-soignantes. Cependant, dans l'ensemble, des points de vue justes se sont dégagés. Il a été décidé de refuser de faire un dimanche supplémentaire.

Le mercredi, les syndicats CGT-CFDT sont présents ainsi qu'une vingtaine d'infirmières. Dès le début, les

services, le dimanche (bien qu'il y ait des variantes) une équipe le matin et une le soir ; une équipe étant composée d'une infirmière, une aide-soignante, une ASH. L'administration veut imposer un poste de 8 à 12 heures (pas 8-16 heures) aux infirmières comme cela se passe la semaine. En clair, cela veut dire que les infirmières n'auront plus qu'un dimanche de repos pour trois dimanches de travail (au lieu de 2 de travail, 2 de repos).

responsables CGT laissent sous-entendre que la réunion de lundi s'est passée sur des bases floues. Après avoir tourné autour du pot pendant 1/2 heure, le même mot d'ordre est avancé par la déléguée CGT que celui adopté lundi (refuser de faire des dimanches supplémentaires) en essayant de faire passer comme le résultat de l'analyse de la CGT !

Quant à l'action, affirmation de la déléguée CGT : «C'est aux syndicats à le prendre en charge», argument avancé : «Sinon, ça va dans tous les sens». A ce

Grenoble

Promesses et réalités

En ce début d'année, la bourgeoisie «de droite» qui nous gouverne fait beaucoup de bruit autour du plan Barre, potion magique qui doit faire disparaître chômage et inflation.

Quant à la bourgeoisie «de gauche» du PS et du PCF, elle est en pleines manœuvres électorales : annonce à grand fracas d'un accord électoral pour la mairie de Grenoble, et «grandes grèves nationales» dans le secteur public, grèves qui n'apportent rien aux travailleurs mais dont les partis de «gauche» ont besoin pour renforcer leurs chances électorales.

La réalité pour les travailleurs n'a rien à voir avec toutes ces mascarades. Le plan Barre c'est des licenciements en chaîne dans des dizaines de petites entreprises : chez Pataud (métallurgie à Grenoble), fermeture de l'usine et 31 licenciements ; la STIF (confection, à la Frette) fermeture de l'usine ; licenciements encore à la société moderne de photogravure à Echirrolles, chez J.B Morel (métallurgie à Domene), chez Permail à Fontaine ; fermeture de l'usine JB Martin de Voiron (textile-170 licenciements) ; fermeture de Para (métallurgie à Grenoble) ; menaces encore

de licenciements à la Sames et dans une entreprise de travaux publics, Place, où le patron parie de supprimer 150 emplois.

Quant aux grandes entreprises, elles n'embauchent plus depuis belle lurette, les départs ne sont pas remplacés et on préfère utiliser des intérimaires en cas de coup de bourre : l'embauche est bloquée à UGINE-CARBONE qui emploie 3 à 5 % d'intérimaires, à NEYRPIC (depuis 18 mois), à MERLIN-GERIN (depuis 3 à 4 ans). Le nombre d'OS a diminué de 300 à CATERPILLAR en quelques années, les effectifs de MERLIN-GERIN ont aussi diminué d'une centaine et ceux d'UGINE-CARBONE de 2 à 300.

Face à cette situation, dirigeants syndicaux et partis de «gauche» ne proposent que le Programme commun, autre potion magique. Les travailleurs n'ont qu'à voter bien et surtout qu'à bien se tenir pour ne pas effrayer ceux des bourgeois qui sont prêts à voter à «gauche». Toutes ces tromperies ne peuvent que soulever la colère des travailleurs.

Ni plan Barre, ni Programme commun ! La seule solution, c'est la révolution prolétarienne qui balayera les bourgeois de droite comme de gauche.

fallait y aller moi). La déléguée CGT, contente, embraye et propose à 5 infirmières d'accompagner les déléguées chez le directeur. Le tour est joué. La déléguée CGT a réussi à reprendre les choses en main.

La séance fut levée : «Allez, ne vous faites pas de souci, allez travailler, nous, on ira discuter avec le patron pour vous» !...

A la fin les délégués appellent à la grève de 24 h dans la Fonction publique «pour demander une entrevue avec l'État afin de discuter des Conventions collectives de 77», et rajoutent : «Vous dites que les syndicats ne font rien, vous ne les suivez jamais quand ils vous proposent une action» ! Ils n'ont pas honte ! D'un côté ils empêchent le personnel hospitalier de se mobiliser sur leurs revendications, puis de l'autre voudraient obliger le personnel à faire des grèves pour des parlottes que les travailleurs ont jugé avec bon sens comme inefficaces.

Correspondant HR



La véritable oppression des enfants

La cour d'assises de Versailles a libéré vendredi 28 janvier trois hommes inculpés d'attentats à la pudeur sur des jeunes de moins de 15 ans. Ils s'étaient livrés avec eux à des «jeux sexuels» et les avaient pris en photo pour faire des films pornographiques. Ces messieurs ont prétendu que les enfants étaient «consentants». L'un d'eux, un médecin, reconnaît cependant avoir donné de l'argent à un de ces enfants : «La mère de Jean-Louis faisait des ménages, c'était pour l'aider et rien d'autre». Ce docteur charitable et ses amis qui sont pour deux d'entre eux restés trois ans en prison préventive ont été condamnés à 5 ans de prison avec sursis. La cour d'assises de Versailles n'a-t-elle pas finalement été clémentine pour ces messieurs quand on sait qu'elle vient de condamner à 16 ans de prison ferme un africain pour un vol de 2500 F?

Une véritable campagne a été menée pour leur libération par une soixantaine de «personnalités de gauche et d'extrême gauche» qui ont trouvé à l'occasion de mener un combat «d'avant-garde» pour «la liberté sexuelle» des enfants.

On trouve notamment parmi les signataires Aragon, membre du comité central du PCF, Muldworf psychiatre officiel du PCF, Sartre, ce «grand homme» docteur honoris causa de l'Université de Jérusalem.

Dans la liste parue dans Libération figurent aussi un certain nombre de psychiatres et psychanalystes qui se piquent d'être des esprits «éclairés» et dont certains

se sont effectivement montrés parfois et sur certains points progressistes. Cela prouve la grande nocivité que peut avoir l'idéologie bourgeoise sous ses formes les plus subtiles et les plus «nouvelles».

Psychanalyse et lutte de classe

Les enfants ont certes comme tous les êtres vivants une vie sexuelle et affective qu'ils vivent à leur manière. Les enfants de la classe ouvrière et de la campagne n'ont pas attendu pour cela que Freud lève le voile de l'hypocrisie qui règne en la matière dans les milieux bourgeois.

Quoiqu'il en ait pensé ce génial «philosophe» n'a pas découvert en matière de sexualité la «lune».

Si ces théories n'ont pas bouleversé le monde comme certains, il est vrai que la bourgeoisie cherche à les propager largement par divers canaux afin d'intoxiquer la classe ouvrière.

Elle voudrait faire croire que tous ses maux proviennent du sexe, de problèmes individuels, et non de l'oppression capitaliste.

Si la classe ouvrière ne s'occupait que de problèmes «sexuels», comme l'y encourage la bourgeoisie, ne mettrait-elle pas moins

ses forces dans la lutte de classe ?

Une cause qui vaut la peine d'être défendue !

La véritable oppression des enfants est liée de façon indissoluble à notre société capitaliste, à l'oppression de classe, à l'exploitation de l'homme par l'homme. Si nos esprits «avancés» veulent le constater, qu'ils aillent voir trimer les apprentis dans les ateliers, les enfants de l'Assistance dans les fermes. Plutôt que de brandir l'étendard de la lutte pour «la liberté sexuelle» des enfants qu'ils aillent faire un tour aux abords de maisons d'enfants «sociales».

Ils constateront que ce n'est pas pour le plaisir mais pour des «miettes» que des fillettes ou des garçons issus de familles désunies de la classe ouvrière en arrivent à se prostituer.

Empêcher cette oppression-là. Voilà une cause qui mérite la peine qu'on se batte pour elle.

Un jeune chômeur nous écrit

Chers camarades,

Je viens d'être libéré des obligations militaires et, comme beaucoup de jeunes, ce qui m'attendait, une fois dans le civil, c'est le chômage!

Alors, commença pour moi la «course au boulot» de 5 h du matin jusqu'à tard le soir.

Étant chômeur, je refuse de payer le métro !!

Aussi, tandis que j'allais chercher du travail, je me suis fait arrêté par un contrôleur de la RATP, (véritable flic privé !), qui, je l'apprends après une discussion quelque peu houleuse, était cégétiste «actif», membre du P.C.F. !!...

J'ai eu beau lui expliquer mon geste, avec ma carte de chômage à l'appui, il n'a rien voulu savoir, m'insultant presque (voyou, gauchiste).

Alors, de quel côté sont les pseudo communistes ?

Certainement pas du côté des travailleurs, bien sûr!

— Dénouons ces sociaux-fascistes !

— Gratuité des transports parisiens pour les chômeurs!

— Vive le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tsé-toung !

— Vive l'Humanité rouge, authentique journal prolétarien !

— Vive la future révolution prolétarienne !

Hôpital Henri Mondor

Un scandale innommable dénoncé en assemblée générale du personnel

Un soir de la semaine dernière le service de radiothérapie d'Henry Mondor a accueilli un «malade» un peu spécial. Ce service perfectionné (bombe au cobalt etc.) ne fonctionne normalement que de 7 h à 19 h.

Mais à 19h 30 après les heures normales de travail

devait y arriver... un chat ! Sous anesthésie générale, trachéotomisé et ventilé !!! On pourrait penser que l'on traite ce chat cancéreux à titre expérimental, mais il n'en est rien.

Il appartient tout simplement à des bourgeois à l'a-

me sensible qui payent cher pour le faire soigner dans les services les plus «spécialisés». La moitié du fric va à la «caisse noire» du service, un quart à un médecin «complicitaire», un quart à un manipulateur qui n'a pas osé refuser, du fait aussi de pressions subies, de faire marcher les appareils.

Quant à l'administration elle ferme les yeux et prête ses locaux et ses structures pour cette mascarade. Or il faut savoir qu'elle donne actuellement trois semaines de délais à un malade cancéreux pour commencer à le traiter (alors que certaines tumeurs peuvent évoluer très vite). Ce scandale, dénoncé publiquement en assemblée générale des travailleurs hospitaliers, doit cesser !

Si nous en parlons ici, ce n'est pas pour faire du sensationnel, mais pour montrer combien la médecine de classe se moque des travailleurs et jusqu'où peut aller la pourriture du système capitaliste.

informations générales

Un directeur bat son employée

La «justice» lui accorde 2 mois avec sursis!

Une caissière du SUMA de St-Gratien avait en fin de journée une erreur de comptabilité de 67 F dans sa caisse. Le directeur fasciste du supermarché ne s'est pas contenté de la battre. Il l'a séquestrée pendant 9 heures avec la complicité de l'inspectrice de l'établissement pour la soumettre à un véritable interrogatoire policier. L'employée a porté plainte auprès du tribunal. Celui-ci a bien rempli sa tâche de justice au service des bourgeois. Il a «condamné» le directeur fasciste à 2 mois de prison avec sursis et l'inspectrice à 15 jours avec sursis. Alors qu'un jeune ouvrier qui commet un délit très mineur et qui a pour le défendre pas mal de circonstances atténuantes fera des mois de prison ferme !

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

Liste de souscription

SOUSCRIPTION		Sousc. de masse	
Sousc. au 29/1/77	60 599 F	Sousc. à la librairie	500,00 F
Sousc. de masse	10,00 F	CD. Cathelas	400,00 F
Un militant synd.		CD. Fabien	400,00 F
CFDT (ml) J.R.	130,00 F	CD Staline O	100,00 F
RH suppl. à réabt	500,00 F	Sousc. à cérémonie	
CD Dimitrov	1 000,00 F	commémorative MTT	415,30 F
CD Créteil	310,00 F	CD Dombrowsky	122,00 F
Pour un journal de		CD Province B	120,00 F
classe et de masse	51,40 F	CD Yveton	1,00 F
A.A.		Une ouvrière	100,00 F
Suppl. à réabt G.PY	55,00 F	Une famille ouvrière	
" " FJJ	30,00 F	retraitée	3,50 F
" " BG	5,00 F	CD Camélinat	150,00 F
" " DMJM	5,00 F	CD R.	1 400 F
" " CF	500,00 F	CD R. Suppl à	
1 camarade	100,00 F	calendriers	100,00 F
Suppl. à réabt JB	68,00 F	Suppl. à réabt FAM	55,00 F
" " TJY	10,00 F	Suppl. à vente cal	50,00 F
" " BA	105,00 F	Suppl. à réabt VJ	210,00 F
" " VCL	55,00 F	Suppl. à réabt PJ	5,00 F
" " DP	10,00 F	Suppl. à réabt	
" " DY	5,00 F	Mme LM	55,00 F
" " EM	5,00 F	Un retraité	100,00 F
" " CF	50,00 F	CD Dombrowski	310,00 F
" " CP	10,00 F	Un métallo	5,00 F
CD PVC.T	100,00 F	Un maçon	10,00 F
"LMT	5,00 F	Un menuisier	5,00 F
"JBT	400,00 F	Un employé	5,00 F
CD E.Hoxha	250,00 F	2 internes	10,00 F
" Lénine	150,00 F	Un M.A	10,00 F
" Michel	5,00 F	Un chômeur	5,00 F
" Pottier	300,00 F	Suppl. à réabt MG	50,00 F
" Staline	5,00 F	" " RM	80,00 F
" Tong Pi Wou	10,00 F	" " LS	10,00 F
" Ernst		" " EGN	10,00 F
et le Duan	200,00 F	Total au 4/2/77	
" "	40,00 F		69 875,50 F

Un texte fondamental pour la pratique de la lutte de classe

Classe contre classe (1971)

Historique et contenu actuel du mot d'ordre lancé pour la première fois dans notre pays en 1927 par le Comité Central du PCF.

réédité par les Éditions du Centenaire dans :

Jacques Jurquet
ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE
AU RÉVISIONNISME

30 F l'exemplaire.

En vente à :

E-100, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris (par correspondance).

Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville 75020 Paris

La Force du Livre, 33 rue René Leynaud 69001 Lyon.

Editions de Pékin NOUVEAUTES

Lénine : «Les Trois Sources et les Trois Parties constitutives du marxisme». 8 pages — 0,55 F

«Avec ceux de la Commune Populaire de Tsiliyng»
Un reportage complet sur tous les aspects d'une commune populaire : agriculture, industrie, commerce rural, rôles des femmes, service médical et sanitaire, formation des cadres, milice. 234 pages — 3,40 F

«Les petites Sentinelles»

Bandes dessinées pour enfants, exaltant la vigilance de petites sentinelles face à des contre-révolutionnaires. 80 pages — 3,40 F

Passez vos commandes à :

E-100, 24 rue Philippe de Girard
75010 - Paris.



culturel

A la télévision du 8 au 15 février

Lundi 14 - 20 h 30 TF1
LE DICTATEUR

Film de Charlie Chaplin

Un barbier juif (Charlie Chaplin) combattant de 1914, devenu amnésique, reprend conscience alors qu'Hynkel (Hitler) — joué par Chaplin — arrive au pouvoir. Ce barbier tombe amoureux de la jeune juive Hannah. Il fuit les persécutions antisémites avec un antifasciste et est mis dans un camp, tandis qu'Hynkel rencontre Napoloni, autre dictateur. Le barbier s'évade déguisé en fasciste. On le prend pour Hynkel et il prononce un discours humaniste. A la stupéfaction de ses lieutenants, Herring et Garbisch.

Ce film est célèbre pour ses gags Charlot-Hitler avec un globe en équilibre sur son nez, globe qui, finalement, explosera au nez de Charlot. Ce film qui peut apparaître gentil actuellement est à resituer dans le contexte de son époque. C'est une critique du fascisme au nom de l'humanisme bourgeois. Charlot dit ceci dans son discours final : «La rapacité a entouré le monde d'un cercle de haine, elle nous a fait entrer au pas de l'oie dans la misère et le sang. Ne désespérez pas. Les dictateurs périront et le pouvoir qu'ils ont usurpé retournera aux peuples. Aussi longtemps que des hommes sauront mourir, la liberté ne saurait périr. Soldats, vous n'êtes ni des machines, ni du bétail. Soyez sans haine. Combattez pour la liberté. Au nom de la démocratie, unissons-nous tous. Combattons pour un monde nouveau, pour un

monde propre, qui donnera à chaque homme la possibilité de travailler.»

Malgré ses limites, Chaplin n'explique pas les causes politiques et économiques du fascisme, malgré les illusions qu'il contribue à entretenir sur la «liberté» et la «démocratie» en Amérique, ce film a constitué à l'époque, une contribution à la lutte antifasciste. Les dictateurs y étaient tournés en ridicule, les héros positifs étant deux juifs, ceci au moment où la littérature, le cinéma faisaient l'apologie de la collaboration (voir «La kermesse héroïque» ou «La guerre de Troie n'aura pas lieu» de Giraudoux en France). D'ailleurs Chaplin connut toutes sortes de difficultés pour tourner son film.

Le scénario fut entrepris en 1938 et malgré le secret qui l'entoura, on connut sa polémique antihitlérienne, qui provoqua une protestation de l'ambassadeur allemand, et des lettres de menaces adressées par les organisations américaines nazies. Imaginez le même film qu'on essaierait de tourner actuellement sur Brejnev !

Après septembre 1939, les isolationnistes et la commission des activités anti-américaines prirent à leur tour Chaplin à partie. Il tint bon et acheva son montage alors que les troupes hitlériennes entraient à Paris. «Le dictateur» fut presque le seul film américain à s'attaquer au fascisme allemand avant Pearl Harbour, et il eut un succès certain aux Etats-Unis.

Mardi 15 - 20 h 30 A2
Les dossiers de l'écran
«JUSTICE EST FAITE»
Film d'André Cayatte

André Cayatte comme Costa Gavras s'est fait une réputation par ses films à thème social. D'ailleurs une partie des «dossiers de l'écran» sont fait avec les films de l'un ou de l'autre. Le sujet du film : une affaire d'euthanasie à Versailles. A travers cette affaire, on examine la vie des jurés et les circonstances qui déterminent leur jugement. Voilà encore une émission sur la justice. Après les procès de Troyes où la bourgeoisie avait lancé des appels à la vengeance, on essaie de nous faire croire que la justice est indépendante.

Il est sûr que le film de Boisset a porté un coup à l'indépendance de la justice. La bourgeoisie qui se sent de plus en plus menacée par les luttes de la classe ouvrière, se prépare à utiliser de plus en plus la répression contre les travailleurs. Pour cela, elle essaie de redorer le mythe de l'indépendance de la justice, ceci en abordant le problème des jurés. Ces jurés qui approuvent ou refusent le verdict sont choisis parmi les classes populaires. «C'est donc le peuple qui se juge lui-même» ! Mais ces arguments tombent vite quand on sait que l'instruction est menée par les magistrats. Ces magistrats, selon ce qu'ils font, sont menacés d'être mutés, dessaisis du dossier, ou bien éliminés physiquement. Même le choix de l'inculpé est décidé en haut lieu ! Ainsi certains dossiers se perdent, ou bien sont blanchis sans qu'on puisse trop expliquer comment.

En fait, ce sont en majorité des travailleurs qui écopent. Rien de plus facile à la bourgeoisie d'orchestrer une campagne par le biais de la radio ou de la télé ou de la presse pour influencer le verdict. Comment parler dès lors d'indépendance de la justice ?

Mercredi 9 - 22 h TF1
Emission médicale
L'EXPERIENCE
LA BORDE OU LE
DROIT A LA FOLIE

«La Borde», c'est une clinique psychiatrique marginale, située en Sologne, qui fonctionne depuis 1953. A La Borde, les fous se voient confier des responsabilités dans l'organisation de

l'hôpital. Bien évidemment, c'est différent des autres hôpitaux psychiatriques où les coups de poings, les taloches ou les tranquillisants à forte dose sont le lot quotidien des malades. Sans parler de l'électrochoc ou de la camisole de force.

La Borde est l'exception qui confirme la règle, c'est la vitrine qu'on peut montrer, l'îlot où les «malades mentaux» sont chez eux. On ne nous montrera pas les travailleurs en cure de désintoxication qui sont mêlés aux grands malades. On ne nous montrera pas les jeunes travailleurs qui se sont échappés de centres de «surveillance» et qu'on enferme là sous l'étiquette «asociaux».

En fait, le vrai problème, ce n'est pas qu'il y ait des «asiles autogérés» par les fous eux-mêmes ou des asiles plus répressifs comme «L'Espéridou», le problème, c'est les conditions de vie épuisantes que le capitalisme inflige aux travailleurs. Combien de travailleurs à la chaîne qui font des dépressions nerveuses, combien de travailleuses qui, après le boulot à l'usine, après les transports en commun, doivent faire une deuxième journée de travail chez elles (ménage, cuisine, enfants). Il ne faut pas s'étonner dès lors qu'il y ait tant de dépressions nerveuses, tant de fatigues mentales. La bourgeoisie le sait. Elle essaie de faire tout un baratin sur le «fou» qui serait un personnage qui connaîtrait la clé des choses. Balivernes pour couper cette maladie de ses causes réelles. De même l'émission parlera uniquement de l'organisation de la vie à l'intérieur

des hôpitaux sans aborder la cause qui est à l'origine des maladies et de la fatigue mentale, la société capitaliste.

Vendredi 11 - 20 h 30
FR3
Service public
LA FATIGUE
A L'ECOLE

70 % des élèves sont touchés par ce phénomène : la fatigue scolaire. Rien d'étonnant à cela : combien d'enfants doivent se lever à 6 heures ou 6 h 30 du matin soit parce que leurs parents travaillent tôt, soit parce qu'ils habitent loin de l'école. Il faut ensuite se serrer dans les cars de ramassage bruyants pour un long parcours jusqu'à l'école. L'école, c'est souvent de vieux locaux ou bien des locaux récents mais construits sans mesure de sécurité comme le CES Pailleron qui a brûlé il y a 4 ans.

A l'école, les élèves s'entassent nombreux dans les classes trop exigües. Rien n'est prévu pour les récréations. Rien n'est prévu pour faire dormir les petits. Les instituteurs ne sont pas assez nombreux et n'arrivent pas à faire face à l'énervernement des élèves. C'est six heures par jour que les enfants doivent rester dans la classe presque immobiles avant de sortir en trainant des cartables plus gros qu'eux.

Quel est le résultat ? Des enfant surexités pour qui il est difficile d'assimiler quoi que ce soit. Les conséquences, elles, se font surtout sentir pour les enfants issus

de la classe ouvrière ou de la petite paysannerie. En effet, à toutes ces conditions d'étude impossible, il faut ajouter la discrimination et l'élimination par le contenu de cet enseignement.

En effet, le contenu de l'enseignement est accessible surtout aux enfants de bourgeois. Ceux-là ont la chance d'avoir des parents instruits qui, le soir, leur expliquent ce qu'ils n'ont pas compris. C'est bien là le rôle de l'école, éliminer de l'enseignement le plus tôt possible la plus grande masse de fils de travailleurs pour les envoyer à l'usine ou dans les centres d'apprentissage. 10 % des enfants (fils de bourgeois) pourront poursuivre leurs études, pour faire partie de la classe qui organise et exploite le travail de la grande masse des exploités.

Alors que la bourgeoisie présente toujours l'école comme une pyramide, elle est en fait formée de deux réseaux qui ne se rencontrent jamais. C'est l'apprentissage de la lecture qui décide si l'enfant ira dans le réseau long (enseignement secondaire, enseignement supérieur) ou dans le réseau court (enseignement primaire, travail manuel).

Ce sont bien sûr, les enfants de travailleurs, parce qu'ils ont moins l'habitude de parler, parce que leurs parents n'ont pas le temps de s'occuper d'eux qui ont le plus de problèmes à l'apprentissage de la lecture.

Cette émission est intéressante à regarder, non pas pour les révélations qui y seront faites, mais pour pouvoir en discuter le lendemain. L'école est un problème qui préoccupe, à juste titre, les travailleurs.

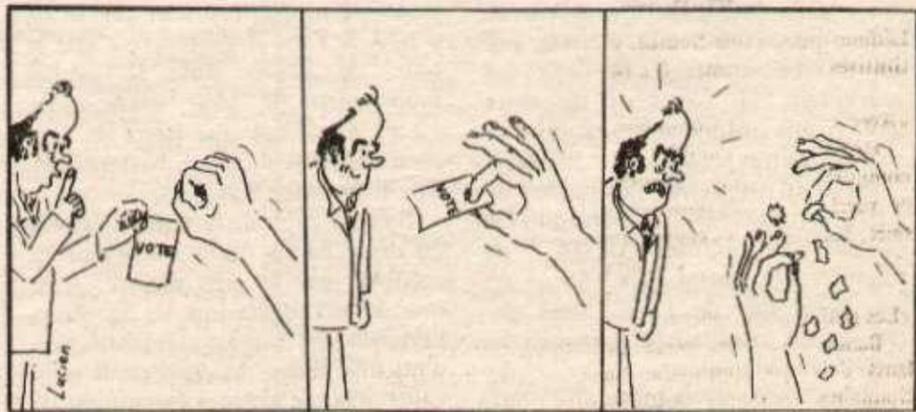
Lisez, faites connaître la brochure de
L'Union Culturelle sur la lutte
des résidents de la Sonacotra

CHANT DE LUTTE POUR NOS FRERES IMMIGRES

On peut se procurer cette brochure
en envoyant commande et en réglant
par chèque bancaire à l'ordre de
M. Durand, BP 321
75525 Paris cedex 11

En vente aux «Herbes sauvages»,
70, rue de Belleville, 75020 Paris
A «La Force du livre», 33, rue
René-Leynaud, 69001 Lyon
Prix : 4,00 F

Les élections vues par Lucien



QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

L'Humanité Rouge

LA CRISE VITICOLE EN LANGUEDOC - ROUSSILLON ET LE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE LA VIGNE

LA BOURGEOISIE VITICOLE (5)

C'est sur les domaines de cette bourgeoisie viticole que l'on trouve la mécanisation la plus poussée, ainsi que la mise en application des innovations techniques les plus récentes.

De plus, cette classe bénéficie d'un autre avantage, et qui est de taille, c'est la possibilité de l'information «professionnelle». Informations non seulement techniques, mais également économiques. En théorie, les divers instituts techniques ou centres de recherches travaillent pour l'ensemble de la viticulture, mais en pratique, la domination qu'exerce cette bourgeoisie viticole au sein des appareils «professionnels», fait qu'elle est la première à pouvoir en profiter, pour améliorer encore sa situation.

La majorité de ces domaines viticoles fonctionne comme de véritables entreprises capitalistes — le paternalisme patronal ne change rien à l'affaire. La gestion est assurée par le propriétaire ou par un régisseur selon la méthode capitaliste de la loi du profit maximum basée sur l'exploitation du travail ouvrier.

Les grands domaines acquis par la bourgeoisie régionale pour placer une partie de son capital dans la vigne, du fait des difficultés du marché du vin et de la crise, ont tendance à laisser la place aux capitalistes viticoles. Ces dernières années, de nombreux grands domaines appartenant à ces vieilles familles bourgeoises régionales ont été vendus.

Une étude du bureau de l'INRA de Montpellier (consacré aux «grandes exploitations viticoles» (avril 75) de plus de 50 ha de l'Hérault — c'est-à-dire seulement une partie puisqu'on a vu plus haut que les

exploitations capitalistes pouvaient exister à partir de 30 ha de vigne — montre qu'entre 1955 et 1970, environ 85 % se sont maintenues dans cette classe, alors que quelques unes régressaient.

Mais avec l'accroissement des exploitations directement inférieures à 50 ha on compte pour cette période la passage de 178 à 201 exploitations pour une surface en vigne de 14 362 ha à 15 604 ha.

Sur la majorité de ces exploitations, les patrons ne participent pas au travail manuel. Seul, dans la couche inférieure de cette classe, on trouve des patrons qui participent de façon permanente au travail manuel ; cela surtout depuis que les effets de la crise viticole se font sentir.

Comme nous le verrons plus loin, les contradictions qu'a la bourgeoi-



sie viticole avec le capital monopoleur et l'État, sont des contradictions au sein d'une même classe, ayant pour base la question de la répartition des profits tirés de l'appropriation de la valeur produite par les travailleurs exploités de la viticulture.

Que le «monde viticole» est une tromperie, inventée par la bourgeoisie et tous ceux qui défendent ses intérêts, que les classes existent bien dans la viticulture, voilà ce que nous avons voulu montrer par ce tableau sommaire de ceux qui travaillent la vigne et de ceux qui vivent principalement du travail des autres.

Si l'on reprend l'exemple de l'Hérault, 87 % des travailleurs de la vigne disposent de 54 % de la terre, et parmi eux, 58 % ne disposent que de 13 %, alors que 3 % de capitalistes accaparent 24 % de la vigne.

Il est facile de comprendre pourquoi la bourgeoisie viticole a toujours fait de «l'unité du monde viticole» un de ses principaux mots d'ordre.

Des calculs ont estimé que pour une exploitation capitaliste viticole moyenne (environ 60 ha de vigne), le taux de rémunération du capital (taux de profit) tournait autour de 2 à 3 % l'an. Il faut savoir que le taux de profit pour le capital monopoleur se situe entre 12 et 15 %, et que pour les gros agrariens céréaliers et betteraviers, il se situe entre 8 et 10 %.

Pour le capitaliste viticole le prix du degré hecto, établi sur le marché contrôlé par le gros négoce, n'est que la manifestation de la rémunération des capitaux investis pendant une année, et donc de la plus-value réalisée grâce à l'exploitation du travail des ouvriers agricoles.

Le capitaliste viticole veut donc un prix qui lui permette un taux de profit plus proche des autres

secteurs capitalistes. Ensuite, il entre en contradiction avec la bourgeoisie monopoliste qui contrôle la commercialisation et l'embouteillage de son produit, parce que des trafics, ses fraudes en tout genre, les importations massives non justifiées par la demande du marché, nuisent au prix du vin à la production, et donc jouent à la baisse de son taux de profit.

Autrement dit, le capitaliste viticole est avant tout un capitaliste ; il lutte contre les «excès» du capitalisme monopoliste, pour améliorer son propre capital. Il est farouchement opposé aux idées prolétariennes du monde, où l'homme a la place qu'il mérite par son travail et non par tel ou tel titre de propriété qui laisse le petit crever, et enrichit le gros du travail des autres.

Le capitaliste viticole est profondément attaché à ce régime bourgeois, où le prolétariat et les petits producteurs survivent, et qui a fait sa propre richesse.

Mais les contradictions d'intérêts avec les monopoles, ou avec d'autres secteurs capitalistes plus puissants, font qu'ils soutiennent la politique proposée par le Parti socialiste de Mitterrand et même, parfois, celle du faux parti communiste de Georges Marchais — mais nous en reparlerons en détail plus loin.

On voit donc l'utilité pour ces «messieurs» d'avoir avec eux la masse des travailleurs de la vigne qui, eux aussi, mènent le combat pour l'élévation du prix du vin à la production.

Mais si on y regarde de plus près on se rend compte que l'identité d'intérêt entre gros et petits n'est vraiment qu'une apparence.

Supposons qu'une augmentation d'1 F le degré/hecto intervienne. Un producteur de 5 000 hl de vin de 10° touchera 50 000 F d'augmentation ce qui élèvera son taux de rémunération du capital, et lui permettra, soit d'agrandir (en s'accapant la terre des petits producteurs ruinés ou partis en retraite mais non remplacés), soit d'acheter du matériel plus moderne qui lui permet d'augmenter encore la productivité du travail des ouvriers qu'il embauche. Le petit producteur de 500 hl de vin de 10° touchera 5 000 F.....

La paysannerie viticole, comme d'ailleurs l'ensemble de la paysannerie de notre pays, n'est pas un monde immuable, homogène et unitaire. Au contraire, c'est un «monde» complexe, fait de classes et de couches sociales diverses, aux intérêts contradictoires et dont la masse travailleuse et exploitée est

en contradiction fondamentale avec la bourgeoisie financière, industrielle, commerciale et agricole.

Le prolétariat viticole est originaire de cette paysannerie pauvre du midi. Dépossédé et chassé de sa terre, il est obligé de vendre sa force de travail aux patrons viticoles. Il n'a rien à perdre. Il lutte pour améliorer ses conditions de vie et de travail. Attaché par mille liens à sa terre natale, il veut «vivre et travailler au pays». Pour lui, la lutte est dure. L'organisation d'abord est difficile. Peu d'ouvriers permanents chez chaque patron. Des relations ouvriers-patron souvent paternalistes, et, ce qui n'est pas contradictoire, la répression féroce anti-syndicale.

Autre difficulté ; faire attention à ne pas mettre sur le même plan tous les viticulteurs, ce qui reviendrait à la position patronale «unité de la profession». D'où la nécessité d'axer la lutte contre les capitalistes viticoles et de ne pas assimiler à ces derniers, les petits viticulteurs qui emploient de temps en temps des ouvriers, pour la récolte par exemple.

Le prolétariat et le semi-prolétariat viticole, avec les petits viticulteurs et les moyens viticulteurs de la couche inférieure, forment l'immense majorité de la paysannerie viticole ; environ 90 %.

Leurs intérêts sont communs. Ils constituent la puissante force capable de mettre fin à la ruine, à la misère et à l'exploitation engendrées par le capitalisme à la campagne.

Leurs intérêts sont radicalement opposés à ceux des capitalistes viticoles, aussi bien sur le plan du combat immédiat pour l'amélioration de leur situation, que pour la mise en place d'un régime authentiquement socialiste, c'est-à-dire garanti par la dictature du prolétariat et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

La propagande mensongère et mythificatrice de cette bourgeoisie viticole et des partis politiques qui défendent ces théories, vise non seulement à utiliser la masse des travailleurs de la vigne pour leurs intérêts propres, mais aussi vise à les empêcher de prendre en main eux-mêmes leur propre sort et diriger leur propre combat dans le sens de leurs intérêts.

Que les travailleurs de la vigne, prennent en main eux-mêmes leur sort, qu'ils comptent avant tout sur eux pour mener à bien leur combat, voilà ce que dit le Parti communiste marxiste-léniniste.

(A suivre)